

Le jeu trouble du régime algérien au Sahel

par François Gèze*

Article publié in Michel GALY (dir.), [*La Guerre au Mali*](#). *Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, La Découverte, Paris, 2013.

« Intégristes », « terroristes », voire « salopards » : les qualificatifs n'ont pas manqué dans les grands médias occidentaux, mais aussi dans les cercles militants, de l'extrême droite à l'extrême gauche, pour qualifier les divers mouvements se réclamant de l'islam radical actifs au Nord du Mali depuis 2012 – et, pour certains d'entre eux, depuis le début des années 2000. Et, de fait, au nom d'une interprétation ultrarigoriste de la *charia*, certains dirigeants locaux de ces groupes radicaux (AQMI, Ansar Eddine ou MUJAO) et leurs affidés ont infligé en 2012 aux habitants des villes du Nord-Mali qu'ils avaient conquises (comme Gao ou Tombouctou) des violences intolérables, dont ont témoigné plusieurs rapports d'ONG de défense des droits de l'homme. En s'en tenant à ces faits indiscutables, on comprend les nombreuses voix recueillies par les médias occidentaux dans les populations maliennes, du Nord comme du Sud du pays, pour saluer l'intervention militaire française de janvier 2013.

Ce tableau n'est toutefois pas aussi simple qu'il y paraît. Car on ne peut réduire les agissements criminels au Mali des groupes armés se réclamant de l'islam à la simple expression d'une idéologie obscurantiste. Celle-ci existe assurément et peut animer nombre de jeunes en déshérence, qui y trouvent une voie pour exprimer leur révolte ou pour sortir de leur misère, grâce aux soldes distribuées par les chefs de ces groupes. Mais ces derniers sont aussi largement instrumentalisés par divers acteurs étatiques de la région, au premier rang desquels les services secrets algériens, voire également par les services de puissances étrangères (France, États-Unis, États du golfe Arabo-Persique). Pour tenter d'y voir plus clair, il faut donc revenir sur l'histoire des « groupes islamistes » du Sahel et sur le rôle singulier joué par le régime algérien dans cette partition.

La manipulation de la violence terroriste dans la « sale guerre » des années 1990

* Directeur des Éditions La Découverte et membre de l'ONG Algeria-Watch.

Cela implique d'abord de rappeler quelques évidences quant à la nature du régime au pouvoir à Alger, tant celle-ci semble toujours ignorée ou, au mieux, mal comprise par les médias occidentaux. Le régime militaire à façade civile qui a pris le pouvoir à la faveur du coup d'État de janvier 1992 – dont l'objet immédiat était d'annuler les élections législatives qui allaient donner la majorité au Front islamique du salut (FIS) – est l'héritier direct du régime autoritaire instauré dès l'indépendance en 1962¹. Au cœur de ce pouvoir : les chefs de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Sécurité militaire (SM), la police politique devenue Département de renseignement et de sécurité (DRS) en 1990. Pour défendre leurs privilèges et l'accaparement à leur profit de circuits de corruption d'une ampleur inédite, ces généraux « janviéristes » – souvent très liés à la France – ont conduit dans les années 1990 une terrible guerre « contre-insurrectionnelle » contre leurs opposants islamistes et l'ensemble de la population, qui a fait quelque 200 000 morts².

L'un des axes majeurs de cette guerre a été l'infiltration, puis la manipulation directe par le DRS, des groupes armés se réclamant de l'islam – principalement le Groupe islamique armé (GIA), apparu en septembre 1992 –, dans la grande tradition des « faux maquis » créés par l'armée française pendant la guerre d'indépendance³. Très largement contrôlés par le DRS à partir de 1996, ces « groupes islamiques de l'armée », comme les a qualifiés de longue date la rue algérienne – pas dupe de la désinformation systématique orchestrée par le service d'action psychologique du DRS –, ont notamment été utilisés pour commettre les atroces massacres de masse de

¹ Pour un historique détaillé du pouvoir réel en Algérie, voir notamment : François GEZE, « Armée et nation en Algérie : l'irréparable divorce ? », *Hérodote*, n° 116, 1^{er} trimestre 2005 (cet article, comme beaucoup de ceux cités dans ce chapitre, est accessible sur le site de référence <Algeria-Watch.org>).

² Voir Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États. Histoire secrète, de la guerre d'indépendance à la « troisième guerre » d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2004.

³ Une réalité désormais parfaitement documentée. Voir notamment le témoignage d'un ancien officier du DRS : Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang. Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003 ; ou encore celui d'un ancien officier des forces spéciales de l'ANP : Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre*, La Découverte, Paris, 2001. Ainsi que l'étude détaillée de Salima MELLAH, *Le Mouvement islamiste algérien entre autonomie et manipulation*, CJA/TPP, <www.algerie-tpp.org>, mai 2004.

l'automne 1997, dans le cadre de la lutte des clans au sommet du pouvoir⁴.

Telle est la matrice contextuelle qu'il faut impérativement prendre en compte pour comprendre le jeu du régime algérien au Sahara et dans le Sahel depuis le début des années 2000. Auparavant, même aux pires heures de la « sale guerre » des années 1990, cette région avait été totalement épargnée par le « terrorisme islamiste » sous influence : l'immense zone saharienne, très peu peuplée, est en effet le cœur de la richesse nationale, l'exploitation des hydrocarbures (pétrole et gaz). Son contrôle assure aux généraux du pouvoir les confortables rentes à l'origine de leur enrichissement personnel, par le biais des commissions occultes sur les exportations d'hydrocarbures et les importations de biens de consommation qu'elles financent⁵. Ces rentes leur permettent également, en en redistribuant une partie, de s'aliéner une cohorte significative de responsables politiques ou membres de la fausse « société civile » composant la « façade démocratique » de l'« Algérie Potemkine ». Dès lors, il est logique que les généraux d'Alger aient scrupuleusement veillé, tout au long des années 1990, à maintenir le Sahara pétrolier à l'écart de la « violence terroriste » qu'ils manipulaient au Nord du pays.

Mais les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont changé la donne. Les généraux Larbi Belkheir (l'un des principaux hommes de l'ombre du pouvoir réel depuis le début des années 1980⁶), Mohammed Médiène et Smaïl Lamari (respectivement numéros un et deux du DRS depuis 1990) ont alors rapidement compris avec leurs pairs que les effets de cet événement hors normes pourraient les aider à retrouver au sein de la « communauté internationale » une légitimité qu'avait

⁴ Voir l'étude également extrêmement documentée de Salima MELLAH, *Les Massacres en Algérie, 1992-2004*, CJA/TPP, <www.algerie-tpp.org>, mai 2004. Ainsi que : François GEZE et Salima MELLAH, « Crimes contre l'humanité », postface à Nesroulah YOUS, *Qui a tué à Bentalha ? Algérie, chronique d'un massacre annoncé*, La Découverte, Paris, 2000

⁵ Un ancien dirigeant de la société nationale Sonatrach, Hocine Malti, a écrit une chronique détaillée de cette dérive des dirigeants algériens : Hocine MALTI, *Histoire secrète du pétrole algérien*, La Découverte, Paris, 2010. Et depuis la fin des années 2000, la presse algérienne évoque ouvertement ces enjeux (voir par exemple : Nabila AMIR, « Bouteflika absent, gouvernement invisible, désordre social : l'Algérie bloquée », *El Watan*, 14 août 2012 ; Riyad HAMADI, « Présidentielle 2014 : le contrôle du FLN et de Sonatrach au cœur de la bataille entre les clans du pouvoir », *TSA*, 20 février 2013). Voir également l'analyse lucide de l'ancien diplomate français Denis BAUCHARD, « Impressions d'Algérie », <<http://blog.lefigaro.fr/malbrunot>>, 17 mai 2012.

⁶ Voir Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, *op. cit.*

altéré l'écho mondial de leurs exactions des années 1990 (même s'ils avaient réussi à l'atténuer grâce au soutien sans faille de Paris et à l'habileté de la désinformation organisée, notamment en direction des médias français, par le service d'action psychologique du DRS⁷). C'est cette conjoncture lointaine qui est aux origines de l'improbable groupe djihadiste « Al-Qaida au Maghreb islamique » (AQMI), au cœur de la guerre au Mali de 2013.

Du GIA au GSPC : la première mutation des « groupes islamiques de l'armée » après le 11 Septembre

Pour le comprendre, s'impose un autre retour en arrière, à la naissance en septembre 1998 du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui deviendra AQMI en janvier 2007. À partir d'une analyse critique des « sources ouvertes » disponibles, nous avons montré en 2007 pourquoi le GSPC, dont l'un des premiers « émirs nationaux », Hassan Hattab, était un agent du DRS, a été une création de ce service⁸. Il s'agissait alors pour ses dirigeants de « tourner la page » du GIA, qui avait rempli sa fonction dans la guerre contre-insurrectionnelle : les cadres des mouvements islamistes avaient été éliminés, retournés ou contraints à l'exil ; et surtout, par la terreur et les déplacements massifs de population qu'elle avait provoqués, la société algérienne était durablement brisée, assurant aux généraux la pérennité de leur pouvoir. Ces derniers pouvaient dès lors ouvrir une nouvelle phase politique, avec l'élection (truquée) à la présidence de la République en avril 1999 d'Abdelaziz Bouteflika (dont le mandat sera renouvelé dans les mêmes conditions en 2004 et en 2009) ; puis avec l'adoption de diverses mesures de « concorde civile », couronnées en septembre 2005 par le référendum (truqué) approuvant une « charte pour la paix et la réconciliation nationale » valant amnistie pour tous les responsables des crimes commis lors de la « sale guerre », aussi bien par les forces de sécurité que par les groupes islamistes.

À partir de 1999, le nombre de victimes de la répression et de la « violence terroriste » diminue fortement (2 700 morts en 2000, 668 en 2004). Le GIA disparaît

⁷ *Ibid.*, en particulier les chapitres 17, 18 et 28.

⁸ François GEZE et Salima MELLAH, « “Al-Qaida au Maghreb”, ou la très étrange histoire du GSPC algérien », <www.algeria-watch.org>, 22 septembre 2007.

progressivement et les actions du GSPC se limitent à des accrochages avec les forces de sécurité en Kabylie : l'objectif des chefs du DRS est de maintenir, par le biais du GSPC et d'autres groupes éphémères (Groupe salafiste pour la prédication et le djihad, Groupe salafiste libre ou Groupe salafiste combattant) un « terrorisme résiduel » justifiant le maintien de l'état d'urgence et les restrictions des libertés, ainsi que de canaliser certains jeunes révoltés vers des « maquis islamistes » qu'ils contrôlent.

Ce n'est qu'après les attentats du 11 Septembre que le GSPC a été placé en 2002 sur la liste états-unienne des organisations terroristes, ce qui a permis au régime algérien de se faire mieux entendre sur le plan international en matière de lutte contre le terrorisme. Et c'est bien dans ce but que les chefs du DRS imaginent alors d'exporter leur « terrorisme résiduel » du GSPC dans le Sahara – zone pétrolière intéressant à l'époque l'administration de George W. Bush –, où ce dernier était jusqu'alors totalement absent. Ce qu'ils réaliseront avec la spectaculaire opération d'enlèvement de trente-deux touristes européens par le GSPC en février et mars 2003.

Pourquoi peut-on affirmer de façon certaine qu'il s'agit d'une opération organisée par le DRS, alors même que les ravisseurs, aux dires des otages libérés quelques mois plus tard, semblaient bien être d'authentiques salafistes ? D'abord parce que deux enquêtes indépendantes l'ont établi avec rigueur : celle de Salima Mellah, qui s'est intéressée aux nombreuses anomalies de cet épisode – notamment le comportement du chef du commando, Abderrezak El-Para, jusque-là réputé être l'émir de la zone 5 du GSPC (Nord-Est de l'Algérie) depuis 1999 – et aux déclarations postérieures des otages⁹ ; et celle de l'universitaire britannique Jeremy Keenan, spécialiste des Touareg¹⁰, qui a eu accès à des sources de première main et selon lequel « les Algériens [...] ont transporté le terrorisme du Maghreb au Sahel *via* le Sahara, [...] donc exactement ce que voulaient les Américains ». Ces derniers voyaient alors le Sahel comme un « nouvel Afghanistan » pour Al-Qaïda et avaient lancé en 2002 l'« Initiative Pan-Sahel » visant à renforcer la coopération antiterroriste entre la

⁹ Salima MELLAH, « Algérie 2003 : l'affaire des "otages du Sahara", décryptage d'une manipulation », <www.algeria-watch.org>, 22 septembre 2007.

¹⁰ Jeremy KEENAN, « Waging war on ternir : the implications of America's "new imperialism" for Saharan peoples », *The Journal of North African Studies*, vol. 10, n° 3-4, septembre-décembre 2005 ; et « Security and insecurity in North Africa », *Review of African Political Economy*, n° 108, 2006, p. 269-296.

Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad – devenue la Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative en juin 2005, avec l'inclusion de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, du Sénégal et du Nigéria¹¹.

Le rôle premier du DRS dans l'enlèvement des otages européens au Sahara en 2003 sera ensuite prouvé par le sort de son organisateur revendiqué, Abderrezak El-Para, ancien officier parachutiste qui aurait « déserté » en 1992 pour rejoindre le GIA (et, plus tard, le GSPC) : à la suite d'un concours de circonstances imprévu, celui-ci sera fait prisonnier en mars 2004 par les rebelles du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT). Ces derniers, qui n'ont rien à voir avec l'islamisme, cherchent alors à remettre aux autorités algériennes, aux Américains ou aux Français, celui que les « sources sécuritaires » algériennes présentent comme le « numéro deux du GSPC », le « correspondant d'Al-Qaida » au Sahel, le « lieutenant de Ben Laden », etc. Mais personne n'en veut¹²... Finalement, à l'issue d'obscures tractations entre le MDJT et les services libyens, ces derniers récupéreront El-Para et le remettront à Alger le 27 octobre 2004, capture alors très officiellement saluée par le ministère de l'Intérieur algérien. Et depuis lors, El-Para, supposé être incarcéré à Alger, n'est plus jamais réapparu : il a fait l'objet de multiples procès devant les tribunaux algériens, mais toujours... par contumace, et cela jusqu'en 2012 ! S'il était un authentique « superterroriste », sa « prise » aurait été largement exploitée par le pouvoir algérien comme par l'administration américaine. Seule explication possible de ce silence officiel : El-Para était un agent du DRS, au sein des GIA puis du GSPC¹³.

2003 : le DRS installe AQMI au Sahara

De fait, l'année 2003 marque le basculement partiel du terrorisme « made in DRS » vers le sud du Sahara. Selon la propagande officielle, correspondant – et pour cause –

¹¹ Sur les motivations (notamment pétrolières) de l'intervention américaine dans le Sahel des années 2000, ainsi que sur le jeu du pouvoir algérien dans la région, on se reportera avec profit à Jeremy KEENAN, *Dark Sahara. America's War on Terror in Africa*, Pluto Press, Londres, 2011.

¹² Voir Jean-Philippe REMY, « “El Para”, le chef salafiste capturé dont personne ne veut », *Le Monde*, 26 mai 2004.

¹³ Pour les détails et les sources de cette affaire et de la biographie d'El-Para, voir : François GEZE et Salima MELLAH, « “Al-Qaida au Maghreb”, ou la très étrange histoire du GSPC algérien », *loc. cit.* ; et ALGERIA-WATCH, « Où sont passés Hassan Hattab et Amari Saïfi (*alias* Abderrezak El-Para) ? », <www.algeria-watch.org>, 20 décembre 2008.

à une certaine réalité, c'est alors qu'El-Para aurait établi une « relation très fructueuse » avec le mystérieux Mokhtar Belmokhtar, qui défrayera la chronique de la guerre française au Mali en 2013. Ce grand contrebandier, qui avait construit sa fortune dans le trafic de kif et de cigarettes dans la région sahélienne, sera désormais présenté par la presse algérienne comme l'un des dirigeants du GSPC, ce qui n'avait jamais été le cas auparavant. Deux ans après le 11 Septembre, les manipulations des chefs du DRS dans le Sahara ont pleinement atteint leur but : ils sont reconnus comme de précieux experts antiterroristes par les États-Unis et l'Union européenne, dont les gouvernements intensifient désormais la coopération antiterroriste avec Alger.

À partir de 2004, une nouvelle « légende » est popularisée par les journalistes « sécuritaires » des médias algériens, systématiquement reprise depuis lors par les journalistes des médias occidentaux et les « experts » des multiples *think tanks* américains et européens vivant de l'« expertise antiterroriste », les uns et les autres se gardant bien de questionner des « informations » dont la seule source est le DRS (ou des sites djihadistes à l'authenticité invérifiable). Cette légende est celle d'Abdelmalek Droukdel, *alias* Abou Mossaâb Abdelouadoud, réputé avoir pris la tête du GSPC le 6 août 2004 : comme bien d'autres « émirs djihadistes » avant lui, sa mort a été maintes fois annoncée auparavant et depuis lors, mais il serait pourtant encore vivant neuf ans plus tard et c'est toujours lui qui, très curieusement, continuerait à tirer les ficelles, depuis un hypothétique maquis de Kabylie, des groupes armés islamistes actifs en 2013 au sud du Sahara et dans le Sahel – à plus de 2 000 km de distance –, sous le label d'AQMI.

C'est en effet le 24 janvier 2007 que le GSPC, dans un communiqué signé par Droukdel, annonce qu'il se rallie à Al-Qaida et qu'il change de nom, devenant « Al-Qaida au pays du Maghreb islamique » (AQMI). Mais, de 2003 à 2008, les actions attribuées à l'émir de la zone sud du GSPC, Mokhtar Belmokhtar, restent limitées : la principale est l'attaque meurtrière (dix-huit morts et vingt blessés), le 4 juin 2005, d'une caserne de l'armée mauritanienne située au nord-est du pays, à Lemgheity, près des frontières algérienne et malienne – on apprendra rapidement que l'opération avait été orchestrée par les services secrets mauritaniens, en concertation avec le DRS algérien, afin de déconsidérer les opposants islamistes modérés au régime de

Nouakchott¹⁴. Dans cette période, la presse algérienne n'évoque que des accrochages épisodiques entre le groupe de Belmokhtar et les rebelles touaregs, ou quelques opérations de l'armée contre lui. Comme si le DRS avait délaissé le « front » saharien, devenu secondaire depuis que l'affaire des otages de 2003 et l'attaque de la caserne mauritanienne de 2005 avaient durablement installé le mythe de la « menace » d'Al-Qaida au Sahel.

En revanche, en 2006 et 2007, les actions du GSPC se sont brutalement intensifiées en Kabylie et dans l'Algérois, culminant avec les terribles attentats d'Alger du 11 avril 2007, revendiqués par le GSPC-AQMI, contre le Palais du gouvernement et le siège de la « Division est » de la Police à Bab-Ezzouar, faisant trente morts et plus de deux cents blessés. Des attentats clairement liés à la lutte de clans au sommet du pouvoir algérien¹⁵, comme celui ayant ciblé, le 11 décembre 2007, le siège des délégations de l'ONU à Alger (au moins soixante-sept morts, dont dix-sept employés de l'ONU). Le tout sur fond d'une propagande constante des médias algériens, toujours relayée sans distance par les services et les médias occidentaux, affirmant depuis 2002 avec de plus en plus d'insistance – et toujours sans preuve – le ralliement du GSPC à Al-Qaida.

Dans cette période, l'intervention du DRS dans la zone saharo-sahélienne se concentre surtout sur la « menace libyenne » dans la région, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi intensifiant ses manœuvres, par les milices touarègues qu'il contrôle, pour imposer son projet de « Grand Sahara » sous son égide. Pour ce faire, les généraux algériens nomment en septembre 2005 un diplomate chevronné, Abdelkrim Gheraïeb, comme ambassadeur d'Algérie à Bamako – poste qu'il avait déjà occupé de 1997 à 2002 (il passait alors pour l'« homme le mieux informé de Bamako¹⁶ ») et où il restera jusqu'en 2009. Assisté de trois colonels de l'armée et du DRS, son rôle est notamment d'assurer le contrôle des agents ou correspondants du DRS à la tête des katibas du GSPC dans la région (une centaine d'hommes, dit-on à l'époque) ou de certains groupes irrédentistes touaregs, comme le fameux Iyad Ag

¹⁴ Voir OBSERVATOIRE MAURITANIEN DES DROITS DE L'HOMME, « Impasse politique et réflexes sécuritaires en Mauritanie. Comment fabriquer du terrorisme utile », juillet 2005, p. 16-17 et 25.

¹⁵ Voir François GEZE et Salima MELLAH, « “Al-Qaida au Maghreb” et les attentats du 11 avril 2007 à Alger. Lutttes de clans sur fond de conflits géopolitiques », <www.algeria-watch.org>, 21 avril 2007.

¹⁶ RIDHA, « Gheraïeb est de retour », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2005.

Ghali¹⁷ (qui créera en décembre 2011 le groupe islamiste Ansar Eddine). Gheraïeb jouera ainsi un rôle central dans le fragile accord de paix obtenu sous l'égide d'Alger entre le gouvernement malien et les rebelles touaregs deux mois après l'attaque par ces derniers, en mai 2006, de trois camps militaires à Kidal et Ménaka, au nord du Mali.

2008-2012 : AQMI multiplie les prises d'otages occidentaux au Sahel

À partir de 2008, les manœuvres sahélo-sahariennes du DRS s'intensifient et AQMI, officiellement apparue un an plus tôt, va défrayer la chronique en inaugurant une spectaculaire série de prises d'otages occidentaux au Sahel. Pour comprendre la logique d'intervention des « décideurs » algériens dans cette région à l'époque, un bref rappel contextuel s'impose. La préparation de la réélection, en avril 2009, d'Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat présidentiel s'est accompagnée des habituelles luttes de clans au sein du pouvoir pour la captation de la rente. Après la marginalisation en 2004 des généraux Khaled Nezzar et Mohammed Lamari, plusieurs des ténors du « pouvoir de l'ombre » depuis vingt ans disparaissent à cette époque de la scène : le général Smaïl Lamari, dit « Smaïn », numéro deux du DRS depuis 1990 et qui avait joué un rôle majeur dans le pilotage de l'affaire des otages du Sahara en 2003, est mort en septembre 2007 ; et le général Larbi Belkheir, qui fut lui aussi l'un des principaux orchestrateurs de la « sale guerre » des années 1990, a été définitivement mis sur la touche en 2008 (il décédera en janvier 2010). De ce fait, l'inamovible chef du DRS depuis 1990, le général-major Mohammed « Tewfik » Médiène, est resté le *primus inter pares*, seul à piloter les réseaux de corruption et la façade démocratique de l'« Algérie Potemkine », avec une double préoccupation : limiter les ambitions du « clan Bouteflika » et, surtout, relégitimer en interne ses liens privilégiés avec Washington, un moment mis à mal en 2006 lors de la sombre « affaire BRC »¹⁸.

¹⁷ Voir dans ce livre le chapitre de Grégory Giraud, p. xxx.

¹⁸ Brown & Root-Condor (BRC) était une joint-venture de la multinationale pétrolière américaine Halliburton et de Sonatrach créée en 1994, et réputée proche du général Médiène. Elle a été chargée de nombreux projets industriels et de BTP en Algérie, qui auraient donné lieu au versement d'importantes commissions occultes à des « décideurs » algériens. En 2006, la révélation (par les services secrets russes) que des « valises de commandement » vendues à l'armée algérienne par BRC étaient piégées pour permettre aux Américains d'espionner les communications des chefs de l'armée a entraîné une

De fait, ces liens vont se resserrer avec l'installation à Stuttgart (RFA), en octobre 2008, du nouveau centre de commandement unifié de l'armée américaine pour l'Afrique (United States Africa Command, Africom), dont l'un des principaux objectifs est de renforcer la coordination de la lutte antiterroriste dans la région sahélienne. C'est très probablement pour justifier aux yeux des Américains la réalité de cette menace – et donc s'imposer comme un partenaire incontournable – que « Tewfik » a alors décidé de remobiliser les « émirs du DRS » contrôlant les katibas d'AQMI au Sahel, principalement Mokhtar Belmokhtar et Abdelhamid Abou Zeïd (un autre agent du DRS qui avait secondé El-Para lors de la prise d'otages de 2003), ces deux chefs de guerre étant alors surtout occupés par la gestion des circuits de contrebande et de trafic de drogue dans la région, qui enrichissaient également quelques généraux du DRS.

Ainsi, en février 2008, deux touristes autrichiens sont enlevés en Tunisie et transportés au nord du Mali par le groupe d'Abou Zeïd (ils seront libérés huit mois plus tard). Puis, le 14 décembre 2008, deux diplomates canadiens en mission pour l'ONU sont enlevés au Niger avec leur chauffeur (également par Abou Zeïd) ; et, le 22 janvier 2009, quatre touristes européens sont enlevés au nord-ouest du Niger, près de la frontière malienne. Dans ces deux cas, comme l'a relevé Jeremy Keenan dans une chronique détaillée de ces événements¹⁹, les noms des chefs d'AQMI impliqués dans les enlèvements étaient donnés avec moult détails par des journalistes algériens liés au DRS avant même qu'ils soient connus par les revendications ultérieures de l'organisation islamiste... Les deux Canadiens seront libérés en avril, en même temps que deux touristes (une Allemande et une Suisse) ; un troisième touriste (suisse) sera libéré en juillet au Nord-Mali, mais l'otage britannique Edwin Dyer est assassiné le 31 mai 2009 par le groupe d'Abou Zeïd. Quant aux libérations, elles ont très probablement été obtenues contre le versement de rançons, qui se compteraient à chaque fois en millions de dollars.

tempête dans le microcosme du pouvoir algérien, qui se traduira notamment par la dissolution de BRC et l'affaiblissement provisoire du pouvoir de « Tewfik » (voir François GEZE et Salima MELLAH, « “Al-Qaida au Maghreb” et les attentats du 11 avril 2007 à Alger », *loc. cit.*).

¹⁹ Jeremy KEENAN, « Who's behind Al-Qaida and its kidnapping in Sahara », *Sahara Focus*, avril 2009.

Dès lors, les enlèvements ou assassinats de ressortissants occidentaux revendiqués par AQMI vont se multiplier (voir encadré), au point qu'il deviendra très difficile de savoir ce qui relève alors des manipulations du DRS ou d'initiatives de bandits locaux prêts à « revendre » des otages au plus offrant. Et on ne peut exclure que, depuis lors, la toile patiemment tissée dans la région par les officiers du DRS et leurs agents locaux échappe en partie à leur contrôle, tant s'emballe la spirale des trafics en tous genres, alimentée notamment par les rançons versées par les États européens pour obtenir la libération de leurs ressortissants et profitant à des groupes qui n'ont souvent qu'un lointain rapport avec le « terrorisme islamiste ».

Chronologie des enlèvements d'otages occidentaux au Sahel, 2008-2012

22 février 2008 : deux touristes autrichiens, Wolfgang Ebner et Andrea Kloiber, sont enlevés en Tunisie par le groupe d'Abou Zeïd (ils seront libérés le 31 mars 2008).

14 décembre 2008 : deux diplomates canadiens en mission pour l'ONU, Robert Fowler et Louis Gay, et leur chauffeur nigérien, Soumana Moukaila, sont enlevés au Niger par le groupe d'Abou Zeïd (le chauffeur est presque immédiatement libéré, les deux diplomates le seront le 22 avril 2009).

22 janvier 2009 : quatre touristes (deux Suisses, une Allemande, un Britannique) sont enlevés au nord-ouest du Niger, près de la frontière malienne (Mariane Petzold et Gabriela Greiner seront libérées le 22 avril 2009 ; le Britannique Edwin Dyer est assassiné le 31 mai 2009 par le groupe d'Abou Zeïd ; le dernier otage, Werner Greiner, sera libéré le 12 juillet 2009).

25 novembre 2009 : le Français Pierre Camatte est kidnappé à Ménaka, dans le Nord-Mali (il sera libéré le 23 février 2010).

29 novembre 2009 : trois Espagnols de l'ONG Barcelona Accio Solidaria sont enlevés à 170 km au nord de Nouakchott ; le rapt est attribué au groupe de Belmokhtar (l'une des otages, Alicia Gamez, sera libérée le 10 mars 2010 ; les deux autres, Albert Vilalta et Roque Pascual, le seront le 23 août 2010).

18 décembre 2009 : deux touristes italiens, Sergio Cicala et sa femme Philomène Kabouré, sont enlevés au sud-est de la Mauritanie (ils seront libérés le 16 avril 2010).

19 avril 2010 : le Français Michel Germaneau est enlevé au nord du Niger avec son chauffeur algérien, ce dernier étant rapidement libéré (l'otage français sera assassiné le 23 juillet 2010, à l'occasion d'un raid militaire franco-mauritanien contre le camp

d'AQMI où il aurait été détenu).

16 septembre 2010 : un groupe d'AQMI enlève sept employés d'Areva et de Vinci au Niger (sur le site minier d'exploitation d'uranium d'Arlit) : cinq Français, un Malgache et un Togolais (Françoise Larribe, le Togolais Alex Kodjo Ahonado et le Malgache Jean-Claude Rakotorilalao seront libérés le 24 février 2011 ; Pierre Legrand, Daniel Larribe, Thierry Dol et Marc Furrer étaient toujours détenus en mars 2013).

7 janvier 2011 : deux jeunes Français, Antoine de Léocour et Vincent Delory, sont enlevés à Niamey (Niger) ; ils trouvent la mort le lendemain, lors de l'intervention militaire conduite par les forces spéciales françaises contre le convoi de leurs ravisseurs.

2 février 2011 : en Algérie, une touriste italienne, Maria Sandra Mariani, est enlevée par le groupe d'Abou Zeïd près de Djanet (elle sera libérée le 17 avril 2012).

23 octobre 2011 : trois militants humanitaires – les Espagnols Enric Gonyalons et Ainhoa Fernandez de Rincón, et l'Italienne Rossella Urru – sont enlevés dans un camp de réfugiés sahraouis près de Tindouf (Algérie) ; le 12 décembre, leur enlèvement est revendiqué par un nouveau groupe, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) (ils seront libérés le 18 juillet 2012).

24 novembre 2011 : les Français Philippe Verdon et Serge Lazarevic, présentés comme géologues, sont enlevés dans leur hôtel à Hombori, dans le nord-est du Mali (le 20 mars 2013, un porte-parole d'AQMI annoncera que Philippe Verdon a été exécuté « le 10 mars en réponse à l'intervention de la France dans le nord du Mali »).

15 avril 2012 : Béatrice Stockly, citoyenne suisse, est enlevée à Tombouctou (Mali) (elle sera libérée neuf jours plus tard par le groupe Ansar Eddine).

20 novembre 2012 : le MUJAO revendique l'enlèvement d'un Français d'origine portugaise, Gilberto Rodrigues Leal, à Diéma, dans le sud-ouest du Mali (il était toujours détenu en mars 2013).

2011, de nouveaux groupes armés au Sahel : MNLA, MUJAO, Ansar Eddine

Dans cette séquence d'enlèvements de quelque trente otages occidentaux de 2008 à 2012, survenus pour la plupart au Mali et au Niger (mais aussi en Tunisie, en Algérie et en Mauritanie), la plupart ont été revendiqués par les groupes d'AQMI, ce qui semble signer les manipulations habituelles du DRS dans la région, sans certitude toutefois dans tous les cas, tant l'origine des mises en scène de ces revendications reste

incertaine – rien n’empêchant en effet que des groupes délinquants locaux utilisent, sans risque d’être démentis, cette dramaturgie « terroriste » pour tenter d’empocher les rançons versées par les États occidentaux. Ou, autre hypothèse complémentaire, les deux phalanges d’AQMI plus ou moins en concurrence dans la région, celles d’Abou Zeïd et de Mokhtar Belmokhtar, n’obéiraient qu’épisodiquement à leurs mentors du DRS, se « réservant » l’initiative de certains enlèvements à leur seul profit...

Quoi qu’il en soit, la plus évidente « anomalie » dans cette sinistre séquence est l’apparition, en décembre 2011, d’un nouveau groupe islamiste au Sahara, le MUJAO, qui revendique alors l’enlèvement, survenu six semaines plus tôt, de trois coopérants européens dans le camp de réfugiés sahraouis d’Hassi Rabuni, siège du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique près de Tindouf (sud-ouest algérien)²⁰. Ce camp, comme toutes les structures du Front Polisario en Algérie, est en effet depuis des années sous stricte surveillance du DRS et il est difficilement concevable que cette opération ait pu être menée sans son aval. Cet épisode semble donc attester que le MUJAO, réunissant principalement des Maures « à peau noire » de Mauritanie et du Mali, ne serait qu’une « excroissance » d’AQMI créée à l’initiative de responsables du DRS – laquelle serait très impliquée dans les trafics de drogue bénéficiant à ces derniers²¹.

Une autre affaire rocambolesque paraît confirmer cette hypothèse : l’enlèvement, le 5 avril 2012, du consul d’Algérie à Gao (Nord-Mali) et de six de ses collaborateurs, revendiqué trois jours plus tard par le MUJAO. Depuis l’enlèvement des coopérants européens à Hassi Rabuni, ce dernier ne s’était manifesté que par une vidéo, diffusée début janvier 2012 où il déclarait « encore une fois la guerre à la France », puis en revendiquant un attentat kamikaze contre le siège de la Gendarmerie nationale algérienne à Tamanrasset, le 3 mars 2012 (qui fit vingt-trois blessés). Du déluge d’articles confus et contradictoires des journalistes « sécuritaires » de la presse algérienne rendant compte dans les mois suivants de l’enlèvement par le MUJAO des diplomates algériens de Gao, ne se dégagent que des informations invérifiables : la

²⁰ AFP, « Un groupe dissident d’AQMI revendique le rapt de trois Européens en Algérie », 10 décembre 2011.

²¹ Voir Wolfram LACHER, « Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region », *The Carnegie Papers*, septembre 2012, p. 15.

libération de trois d'entre eux bizarrement annoncée le 7 juillet 2012 par... le groupe islamiste touareg Ansar Eddine²² (mais aucun de ces otages libérés ne s'exprimera publiquement) et l'exécution d'un autre, Tahar Touati, le 1^{er} septembre 2012, jamais confirmée depuis par le gouvernement algérien.

Certains spécialistes de la région estiment qu'il ne s'agirait là que d'une énième mise en scène, les « diplomates algériens » de Gao n'étant que des hommes liés au DRS exfiltrés *in extremis* sous couvert d'une prétendue opération des terroristes du MUJAO, après le bouleversement imprévu provoqué dans la région par la chute de Kadhafi en octobre 2011. La guerre conduite par les forces de l'OTAN à partir de mars 2011 a en effet conduit les groupes d'ex-rebelles touareg engagés dans l'armée libyenne depuis les années 1990 à regagner le Nord-Mali, où ils ont rejoint les rangs du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), créé le 16 octobre et clairement distinct d'AQMI. Et c'est le 15 décembre que naît Ansar Eddine, dirigé par le Touareg Iyad Ag Ghali, ancien chef rebelle dans les années 1990 et notoirement lié aux narcotrafiquants locaux ainsi qu'au DRS algérien²³.

Puis, avec l'occupation du Nord-Mali par le MNLA en janvier 2012 et le coup d'État militaire du capitaine Sanogo à Bamako en mars 2012, s'installe dans toute la région sahélienne une situation chaotique où le jeu devenu difficilement lisible des différents acteurs se brouille encore plus. Cela vaut évidemment pour les « décideurs » du DRS, qui voient battue en brèche, avec l'intervention militaire française au Mali en janvier 2013, leur prétention à rester aux yeux des Occidentaux le seul acteur étatique local incontournable dans la lutte antiterroriste au Sahel. D'autant plus que, aux États-Unis, certains experts avisés commencent alors à mettre en garde Washington sur les risques de maintenir une alliance stratégique avec un régime qui « manipule des

²² Yacine B., « Le Mujao libère trois des sept diplomates algériens », <www.echoroukonline.com>, 10 juillet 2012.

²³ Voir notamment Issane ANSAR, « Métastases du salafisme algérien à l'épreuve des soubresauts sahariens et des rébellions azawadiennes », <<http://ruedelapoussiere.blogspot.fr>>, 24 avril 2012 ; et Jeremy KEENAN « Algerian state terrorism and atrocities in northern Mali », <www.opendemocracy.net>, 25 septembre 2012. Ainsi que l'article suggestif d'Adam NOSSITER et Neil MACFARQUHAR, « Algeria sowed seeds of hostage crisis as it nurtured warlord », *The New York Times*, 1^{er} février 2013.

groupes terroristes et viole les droits de l'homme à une échelle industrielle²⁴ ».

Janvier 2013 : interrogations sur l'opération terroriste d'In-Amenas

C'est dans ce contexte que survient, le 16 janvier 2013 – cinq jours à peine après le début de l'opération Serval des troupes françaises au Mali –, le spectaculaire assaut de l'important site gazier de Tiguentourine (près de la petite ville d'In-Amenas, dans le sud-ouest du Sahara algérien), exploité par une entreprise associant les firmes British Petroleum (Royaume-Uni), Statoil (Norvège) et Sonatrach (Algérie). Revendiquée par le groupe de Mokhtar Belmokhtar, qui affirme avoir récemment rompu avec AQMI et agir désormais directement au nom d'Al-Qaïda, cette prise d'otages des employés du site fait dès le lendemain l'objet d'une brutale contre-offensive conduite par les forces spéciales du DRS et de l'armée algérienne, qui se soldera par la mort de vingt-neuf assaillants, mais aussi par celle d'au moins trente-sept otages étrangers (dont dix Japonais, neuf Philippins, six Britanniques, cinq Norvégiens, trois Américains et un Français), d'un otage et de neuf militaires algériens.

Habib Souaïdia, ex-officier algérien dissident auteur du livre *La Sale Guerre*, a rapporté dans un article détaillé certaines circonstances de ce drame, à partir notamment de témoignages recueillis auprès de « militaires patriotes bien informés », qui furent à l'évidence présents sur les lieux²⁵. Cette chronique, remarquablement ignorée par les médias occidentaux, a révélé que la plupart des otages tués ne l'ont pas été par les assaillants, mais par les tirs des hélicoptères militaires ordonnés par le général-major Athmane Tartag, dit « Bachir », l'un des principaux chefs du DRS. Quant aux commanditaires de cette action sans précédent, Souaïdia reste prudent : « De nombreux éléments contextuels vont dans le sens d'une opération téléguidée par le DRS, mais on ne peut pour autant être catégorique à ce propos. [...] Dans le climat assez chaotique de fin de règne qui prévaut en Algérie depuis des années, on ne peut exclure que les chefs du DRS aient pu manipuler un groupe d'islamistes fanatisés dont le chef est un de leurs agents. Cela afin de conduire une opération visant à démontrer

²⁴ Selon un ancien membre de la National Security Agency : John R. SCHINDLER, « Algeria's hidden hand », *The National Interest*, 22 janvier 2013.

²⁵ Habib SOUAÏDIA, « Révélations sur le drame d'In-Amenas : trente otages tués par l'armée algérienne, neuf militaires tués », <www.algeria-watch.org>, 11 février 2013.

aux Occidentaux, après l'intervention française au Mali, que l'armée algérienne reste le meilleur garant de leurs intérêts dans la région, où la "menace terroriste" serait aussi réelle qu'au Nord-Mali. Mais d'un autre côté, il est certain que, depuis la guerre conduite en Libye par les forces de l'OTAN, des agents d'autres services secrets (occidentaux ou des pays du Golfe) sont présents dans la région et peuvent aussi se livrer à des manipulations des groupes armés islamistes. »

En tout état de cause, le rôle joué par Mokhtar Belmokhtar, qui a revendiqué l'opération d'In-Amenas, pose question, comme l'a relevé Jeremy Keenan, lequel a interrogé de façon détaillée le parcours controversé de ce personnage, dont la mort « a été annoncée à sept reprises par les autorités algériennes depuis le milieu des années 1990²⁶ ». Et même si cette opération a eu des effets économiques préjudiciables pour l'exploitation des sites gaziers et pétroliers algériens (hausse du coût des assurances, fermeture provisoire de certains sites...), on doit bien constater que son bilan politique a été plutôt positif pour le régime d'Alger : les grandes puissances occidentales lui ont pour la plupart réaffirmé publiquement alors leur soutien, sans aucunement questionner sa responsabilité dans la mort de leurs ressortissants²⁷ – le futur chef de l'Africom, le général David Rodriguez, affirmant même devant le Congrès américain, le 14 février 2013, que « l'Algérie est le leader régional qui dispose des capacités permettant de coordonner les efforts des pays du Sahel face aux menaces de sécurité transnationales » et que « la connaissance dont dispose l'Algérie quant à la situation sur le terrain dans le nord du Mali est inestimable pour les États-Unis²⁸ ».

Une chose est toutefois certaine : l'intervention militaire française au Mali a profondément affecté le jeu trouble, depuis tant d'années, des généraux d'Alger dans la zone sahélo-saharienne. Bien évidemment, l'opération Serval ne visait aucunement leur régime, avec lequel Paris conserve les meilleures relations, mais principalement la préservation des intérêts régionaux de la France, dont les mines d'uranium nigérien

²⁶ Jeremy KEENAN, « A new phase in the war on terror ? », <<http://statecrime.org>>, 14 février 2013.

²⁷ Pour le Royaume-Uni, voir Martyn ROPER, « Nous allons tirer les leçons de cette attaque », *Liberté*, 24 janvier 2013 ; et pour la France, voir Hacem OUALI, « Devant le Parlement européen. François Hollande affirme le rôle-clé de l'Algérie au Sahel », *El Watan*, 6 février 2013.

²⁸ Mourad SLIMANI, « Situation sécuritaire au Sahel. L'Africom courtise l'Algérie », *El Watan*, 16 février 2013.

exploitées par Areva. Reste que les coups sévères portés par les troupes françaises aux groupes d'AQMI dans le Nord-Mali – dont l'élimination, le 22 février 2013, de l'« émir du DRS » Abdelhamid Abou Zeïd – ont objectivement privé le pouvoir réel algérien d'une partie du pouvoir de nuisance qu'il avait acquis en téléguidant nombre de « coups tordus » dans la région.

La nouvelle donne ainsi créée au printemps 2013, avec les incertitudes sur l'avenir d'un régime algérien en fin de règne et d'un État malien en pleine déréliction – sans parler de la fragilité des États nigérien et mauritanien –, ne pouvait que faire craindre la perpétuation d'un chaos généralisé dans toute la zone sahélienne, favorisant le jeu des grandes puissances surtout intéressées par ses ressources naturelles (pétrole, gaz, uranium) et au détriment de populations parmi les plus pauvres de la planète.